

Hun verslagen en opmerkingen worden verstuurd naar de Executieve, naar de statutaire organen van de exploitatiemaatschappij en die van de regionale maatschappij.

Art. 39. De bezoldigingen van de accountants worden door de Executieve bepaald.

Art. 40. Een accountantafgevaardigde wordt onder de personeelsleden van de regionale maatschappij door de Executieve aangeduid.

Art. 41. De accountantafgevaardigde is namens de regionale maatschappij met de controle van de maatschappij belast. In die hoedanigheid woont hij de vergaderingen van de bestuurs en controleorganen van de maatschappij met raadgevende stem bij. Hij beschikt over de ruimste bevoegdheden om zijn opdracht te vervullen.

Art. 42. De accountantafgevaardigde beschikt over een termijn van vier volle dagen om bij de regionale maatschappij een gemotiveerd verhaal te nemen tegen elke beslissing die hij in tegenstrijd acht te zijn met de wetgeving, de reglementering, de statuten, de beheersovereenkomsten of het algemeen belang. Het verhaal is opschortend.

De termijn van vier dagen loopt vanaf de dag waarop de beslissing genomen werd behalve indien de betrokken accountant niet regelmatig overeenkomstig de artikelen 14 en 15 opgeroepen werd; in dit laatste geval loopt de termijn vanaf de dag waarop de beslissing hem per aangetekende brief betekend werd.

De accountant dient zijn verhaal in bij de regionale maatschappij overeenkomstig de door deze laatste bepaalde voorwaarden en modaliteiten.

Indien de regionale maatschappij de vernietiging van de beslissing niet heeft uitgesproken binnen een termijn van dertig kalenderdagen die op dezelfde dag begint als de in § 1 bedoelde termijn, wordt de beslissing definitief.

HOOFDSTUK VI. — Boekjaar

Art. 43. Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december. Het eerste boekjaar begint op 1 juli 1991 en eindigt op 31 december 1992.

HOOFDSTUK VII. — Wetgeving

Art. 44. Behalve de bepalingen van de wetten houdende regeling van de handelsvennootschappen, die tegenstrijdig zijn met onderhavige statuten of met de publiekrechtelijke eigenschap van de maatschappij, zijn de artikelen 10, 29, 29bis, 29ter, 29quater, 34, 34bis, 35, 46, 73, 80, 81, 82 en 103 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen niet van toepassing op de regionale maatschappij.

HOOFDSTUK VIII. — Overgangsmaatregelen

Art. 45. De in alinea a van artikel 10 van onderhavige statuten bedoelde bestuurders worden, op voorstel van de minister van Vervoer, voor een mandaat van zes jaar rechtstreeks door de Executieve aangeduid, zolang de regionale maatschappij de representatieve aandelen van het kapitaal, overeenkomstig artikel 19 van het decreet, niet naar de gemeenten heeft overdragen.

F. 91 — 2076

30 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant approbation des statuts de la Société de Transport en Commun de Namur-Luxembourg

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif aux services de transport public de personnes en Région Wallonne;
Vu la décision du conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Transport du 23 mai 1991;
Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne;

Arrête :

Article 1er. L'Exécutif approuve les statuts de la Société de Transport en Commun de Namur-Luxembourg (T.E.C. Namur-Luxembourg) tels qu'ils ont été proposés par le conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Transport, le 23 mai 1991, et dont le texte est annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 mai 1991.

Art. 3. Le Ministre ayant le Transport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mai 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région Wallonne,

A. DALEM

Annexe

Statuts de la Société de Transport en Commun de Namur-Luxembourg

CHAPITRE Ier. — Constitution, objet, siège, durée

Article 1er. Il est constitué une association de droit public dénommée « Société de Transport en Commun de Namur-Luxembourg ». (T.E.C. Namur-Luxembourg)

Ses actes sont réputés commerciaux.

Son fonctionnement est régi par le décret du 21 décembre 1989 relatif aux services de transport public de personnes en Région wallonne et par les présents statuts.

On entend par :

1° « Le décret » : le décret du 21 décembre 1989 relatif aux services de transport public de personnes en Région wallonne.

2° « La société » : la Société de Transport en Commun.

3° « La société régional » : la Société régionale wallonne du Transport.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation du transport public de personnes dans le périmètre géographique déterminé par l'Exécutif. La décision de ce dernier, prise en séance du 1er février 1990 est annexée aux présents statuts.

La société peut faire, en Belgique comme à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet et toutes opérations qui seraient susceptibles d'en favoriser ou d'en faciliter la réalisation.

Art. 3. Le siège social de la société est établi à 5000 Namur, avenue de Stassart 12.

Il peut être transféré en tout autre endroit du périmètre par simple décision du conseil d'administration.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée. Sa dissolution ne peut être prononcée que par l'Exécutif sur proposition de la société régionale. L'Exécutif règlera le mode et les conditions de la liquidation.

CHAPITRE II. — *Capital, actions, emprunts*

Art. 5. Le capital social est fixé à 1 250 000 francs, représenté par 1 250 parts sociales de 1 000 francs chacune.

Art. 6. Toutes les actions sont nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives dont tout actionnaire peut prendre connaissance.

Art. 7. Seules la société régionale et les communes situées dans le périmètre d'exploitation de la société peuvent être actionnaires de la société.

Art. 8. La société peut contracter ou émettre des emprunts moyennant l'accord de l'Exécutif et après avis de la société régionale.

Elle communique à l'Exécutif et à la société régionale tout renseignement relatif à ces derniers.

CHAPITRE III. — *Administration, surveillance*

Art. 9. La société est administrée par un conseil d'administration. La gestion journalière est confiée à un directeur général.

Du conseil d'administration

Art. 10. Le conseil d'administration est composé :

a) d'un président et de sept administrateurs représentant les communes, désignés par l'Exécutif sur proposition de l'assemblée générale des associés à l'exception de la société régionale.

b) d'un viceprésident et de neuf administrateurs représentant la société régionale, désignés par l'Exécutif sur proposition de celle-ci.

Sept administrateurs sont domiciliés dans la province du Luxembourg.

Siègeront en outre au conseil d'administration, avec voix consultative, un délégué de chacune des deux organisations les plus représentatives du personnel.

L'administrateur général et l'administrateur général adjoint de la Société régionale assistent au conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 11. Le mandat de président, de viceprésident et d'administrateur est de six ans; il est renouvelable.

Les administrateurs cessent de faire partie du conseil d'administration, à l'assemblée générale qui suit leur soixante-cinquième anniversaire.

Art. 12. Il sera pourvu au remplacement d'administrateurs décédés, démissionnaires, révoqués ou ayant atteint la limite d'âge, dans les conditions établies à l'article 10.

Chaque nouvel administrateur achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 13. Les désignations, démissions ou révocations d'administrateurs sont publiées au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le président ou, en cas d'empêchement, le viceprésident convoque le conseil d'administration, chaque fois qu'il estime que l'intérêt de la société l'exige ou à la demande d'un tiers des administrateurs.

Dans ce dernier cas le conseil d'administration doit être convoqué dans les dix jours.

Art. 15. Les convocations sont faites par lettre, télégramme, télécopie ou tout autre moyen de transmission basé sur un document écrit et contiennent l'ordre du jour. Elles sont envoyées cinq jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

En cas d'urgence, appréciée par le président après consultation du directeur général, les convocations doivent parvenir aux administrateurs, au plus tard, la veille du jour fixé pour la séance.

L'administrateur présent ou représenté à la réunion est en tous cas considéré comme ayant été régulièrement convoqué.

Art. 16. Les réunions du conseil d'administration se tiennent au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations.

Art. 17. Chaque administrateur peut par lettre, télégramme, télécopie ou tout autre moyen de transmission basé sur un document écrit, donner procuration à un autre administrateur pour le représenter à une réunion déterminée et y voter en son lieu et place, étant entendu qu'aucun mandataire ne peut représenter plus d'un administrateur.

Art. 18. Les réunions du conseil d'administration sont présidées par le président ou, en cas d'empêchement, par le viceprésident ou, enfin, par le plus âgé des administrateurs présents.

Art. 19. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix exprimées. Il ne sera pas tenu compte des abstentions.

Chaque administrateur présent ou représenté dispose d'une voix.

Le scrutin secret peut être demandé par un tiers des administrateurs. Il est obligatoire lorsque le conseil d'administration délibère sur des questions de personnes.

Art. 20. Si lors d'une séance, le conseil d'administration n'est pas en nombre pour délibérer valablement, il peut, après une nouvelle convocation envoyée par lettre recommandée, trois jours ouvrables au moins avant la date fixée pour la réunion, et quel que soit le nombre de membres présents ou représentés, délibérer valablement sur les objets qui sont mis pour la deuxième fois à l'ordre du jour.

Art. 21. Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux et sont réunies dans un registre conservé au siège social.

Les procès-verbaux sont signés par le président ou par l'administrateur qui a présidé la réunion à sa place, par le directeur général et par deux administrateurs au moins qui étaient présents.

Toutes copies ou extraits y compris ceux destinés à être publiés aux annexes du *Moniteur belge*, sont signés par deux administrateurs présents ou non à la réunion.

Art. 22. § 1er. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour administrer et gérer la société, notamment, il :

1° établit le budget d'exploitation de la société et le transmet à la société régionale; en l'absence d'un contrat de gestion, il soumet le budget à l'approbation de l'Exécutif après avis de la société régionale;

2° statue sur les acquisitions et aliénations de biens immobiliers;

3° dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi du 17 juillet 1975 sur la comptabilité des entreprises, sauf dérogation fixée par l'Exécutif; il les soumet à l'assemblée générale qui les arrête;

4° conclut le contrat de gestion avec la société régionale;

5° décide, de l'accord de l'Exécutif et après avis de la société régionale, d'émettre ou de contracter des emprunts ou de conclure des contrats d'ouverture de crédit;

6° approuve les conventions collectives négociées entre la direction de la société régionale et les représentants du personnel;

7° engage et licencie, nomme et révoque les membres du personnel de direction et établit leurs pouvoirs, il ratifie les décisions prises par le directeur général en vertu de l'article 24, 3°;

8° prend ou donne en location tout bien mobilier ou immobilier;

9° autorise toute action judiciaire tant en demandant qu'en défendant;

10° fournit les garanties pour sûreté des engagements contractés par la société et accepte les garanties offertes pour sûreté des engagements pris envers celle-ci;

11° donne mainlevée de toute inscription hypothécaire, de toute saisie et opposition;

12° détermine le plan du réseau, les créations, prolongements, modifications et suppressions de lignes et sollicite les autorisations nécessaires;

13° présente à l'Exécutif et à la société régionale des situations mensuelles et un rapport annuel sur ses activités;

14° décide de l'affermage éventuel de l'exploitation des services réguliers et des services réguliers spécialisés pour lesquels la société d'exploitation est titulaire d'une autorisation ou d'une concession ;

15° détermine le placement des fonds disponibles et dispose des fonds que la société possède en dépôt ou en compte courant;

16° propose, à l'Exécutif, son représentant au conseil d'administration de la société régionale.

Il délibère sur toute question échappant à la compétence des autres organes de gestion.

§ 2. Le conseil d'administration peut déléguer certains de ses pouvoirs au directeur général, et notamment ceux énumérés au § 1er.

§ 3. Le conseil d'administration peut conférer des mandats spéciaux à une ou plusieurs personnes de son choix.

Du directeur général

Art. 23. Le directeur général est nommé par l'Exécutif.

Art. 24. Le directeur général est responsable de la gestion journalière. Plus particulièrement, il :

1° exécute les décisions des organes de gestion ;

2° instruit les dossiers à soumettre aux organes de gestion;

3° engage et licencie, nomme et révoque les membres du personnel d'exécution dans le respect des règles fixées par le conseil d'administration;

4° reçoit, conjointement avec un des membres du personnel de direction désigné par le conseil d'administration, toutes sommes dues à la société et signe toutes pièces comptables;

5° répond à toute demande d'information émanant des organes de gestion ou de contrôle de la société régionale et de l'Exécutif.

Art. 25. Le directeur général rend compte au conseil d'administration de la gestion journalière et de l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Le directeur général peut déléguer aux membres du personnel de direction qu'il détermine, les pouvoirs qu'il estime utiles à la bonne marche de la société.

Le directeur général assiste au conseil d'administration; il en assure le secrétariat.

Art. 26. Pour tous les actes de la société et dans les actions en justice, la société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes du président du conseil d'administration (ou, en cas d'empêchement de ce dernier par celle du vice-président) et du directeur général.

Pour les actes énoncés aux points 8 et 15 du premier paragraphe de l'article 22, la société sera valablement représentée par le directeur général.

Dans le cadre de la gestion journalière, le directeur général représente la société dans les actes et dans les actions en justice.

La société est en outre valablement engagée par les mandataires spéciaux dans les limites de leur mandat.

Art. 27. Le conseil d'administration peut déterminer par un règlement d'ordre intérieur, le mode suivant lequel il exerce ses attributions en se conformant aux présents statuts.

Art. 28. Les émoluments du président, du vice-président, des administrateurs et du directeur général sont déterminés par l'Exécutif.

CHAPITRE IV. — *Les Assemblées générales*

Art. 29. L'assemblée générale se compose des propriétaires de parts sociales.

Les propriétaires de parts sociales sont représentés chacun par un mandataire spécialement désigné à cette fin. Le conseil d'administration arrête le texte de la procuration nécessaire à l'exercice des mandats.

Ces mandataires ont seuls voix délibérative. Ils ont autant de voix qu'ils représentent de parts sociales.

Une liste de présence indiquant les noms des associés, de leurs mandataires et du nombre de parts qu'ils représentent est signée par chaque mandataire à l'entrée de l'assemblée.

Art. 30. Les convocations contiennent l'ordre du jour arrêté par le conseil d'administration et sont adressées aux associés par le président ou, en cas d'empêchement, par le vice-président, par lettre recommandée, quinze jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée.

L'actionnaire présent ou représenté à l'assemblée est en tous cas considéré comme ayant été régulièrement convoqué.

Les comptes annuels sont adressés aux associés quinze jours avant l'assemblée générale.

Art. 31. Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires ont lieu au siège social ou à tout autre endroit désigné par le conseil d'administration dans la convocation.

Art. 32. L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a lieu dans le courant du premier semestre au jour et à l'heure fixés par le conseil d'administration.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées chaque fois que le conseil d'administration le juge nécessaire ainsi que dans les vingt jours d'une demande écrite faite par un ou plusieurs actionnaires représentant, tant seul ou ensemble, un cinquième du capital social.

Art. 33. Les assemblées générales sont présidées par le président du conseil d'administration ou en cas d'empêchement par le vice-président ou enfin par le plus âgé des administrateurs.

Le directeur général exerce les fonctions de secrétaire. Les autres membres présents du conseil d'administration complètent le bureau qui s'adjoint deux mandataires des associés en qualité de scrutateurs.

Art. 34. L'assemblée générale peut délibérer et statuer valablement quel que soit le nombre d'actions représentées à l'assemblée et ses décisions sont prises à la majorité des voix exprimées sans tenir compte des abstentions. En cas de partage des voix, la proposition est considérée comme ayant été rejetée.

L'article 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales n'est pas applicable aux droits de vote attachés aux actions représentatives du capital détenues par la société régionale.

Le scrutin secret peut être demandé par un tiers des associés. Quand il s'agit de question de personnes, le scrutin secret est de droit.

Art. 35. L'assemblée générale ordinaire reçoit communication du rapport du conseil d'administration ainsi que du rapport du collège des commissaires. Elle statue sur les conclusions de ces rapports et sur les comptes annuels qui lui sont adressés quinze jours avant l'assemblée générale. Elle donne décharge par un vote spécial, au conseil d'administration et aux commissaires.

Art. 36. Sans préjudice de la dotation obligatoire à la réserve prévue à l'article 77 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale décide de l'affectation du bénéfice.

Art. 37. Les délibérations de l'assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux. Ces procès-verbaux sont inscrits ou consignés dans un registre conservé au siège social.

Les procès-verbaux sont signés par le président, le secrétaire et les scrutateurs. Toutes copies ou extraits y compris ceux destinés à être publiés aux annexes du *Moniteur belge* sont signés par deux administrateurs.

CHAPITRE V. — *Organes de contrôle et de surveillance*

Art. 38. Les opérations de la société sont surveillées par le collège des trois commissaires aux comptes désignés par l'Exécutif auprès de la société régionale.

Les commissaires ont conjointement ou séparément un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance sans déplacement des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société. Chaque semestre, les administrateurs leur transmettront un état comptable établi selon le schéma du bilan et du compte de résultat.

Leurs rapports et observations sont transmis à l'Exécutif, aux organes statutaires de la société et à ceux de la société régionale.

Art. 39. Les émoluments des commissaires aux comptes sont déterminés par l'Exécutif.

Art. 40. Un commissaire-délégué est désigné par l'Exécutif, parmi les membres du personnel de la société régionale.

Art. 41. Le commissaire-délégué est chargé, au nom de la société régionale, du contrôle de la société. A ce titre, il assiste avec voix consultative, aux réunions des organes d'administration et de contrôle de la société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission.

Art. 42. Le commissaire-délégué dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre un recours motivé auprès de la société régionale contre toute décision qu'il estime contraire à la législation, à la réglementation, aux statuts, aux contrats de gestion ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Le délai de quatre jours court à partir du jour où la décision a été prise sauf si le commissaire concerné n'a pas été régulièrement convoqué conformément aux articles 14 et 15, auquel cas le délai court à partir du jour où la décision lui a été notifiée par lettre recommandée.

Le commissaire exerce son recours auprès de la société régionale dans les conditions et selon les modalités fixées par cette dernière.

Si, dans un délai de trente jours calendrier, commençant le même jour que le délai prévu au premier paragraphe, la société régionale n'a pas prononcé l'annulation de la décision, celle-ci devient définitive.

CHAPITRE VI. — *Recours*

Art. 43. § 1er. Un recours motivé pourra être introduit, auprès de la société régionale, dans un délai de quatre jours francs, par une majorité d'administrateurs domiciliés dans la province du Luxembourg, contre une décision du conseil d'administration de la société qui blesse gravement les intérêts de la province. Le délai court à partir du jour où la décision est prise.

La décision de la société régionale doit être prise dans les 10 jours calendrier de la réception du recours.

La décision d'annulation est motivée et elle est notifiée à la société par lettre recommandée.

§ 2. En cas d'absence ou de refus d'annulation par la société régionale dans le délai visé au premier paragraphe, un recours peut être introduit auprès de l'Exécutif par ces administrateurs, dans un délai de quatre jours francs prenant cours à l'expiration du délai visé au deuxième alinéa du premier paragraphe.

La décision de l'Exécutif doit être prise dans les 10 jours calendrier de la réception du recours.

La décision d'annulation est motivée et elle est notifiée à la société par lettre recommandée.

En cas d'absence d'annulation dans ce délai, la décision devient définitive.

CHAPITRE VII. — Exercice social

Art. 44. L'exercice social commence le premier janvier et prend fin le trente et un décembre. Le premier exercice social commence le 1er juillet 1991 et se termine le 31 décembre 1992.

CHAPITRE VIII. — Législation

Art. 45. Indépendamment des prescriptions des lois régissant les sociétés commerciales qui sont en opposition avec les présents statuts ou avec le caractère de droit public de la société, les articles 10, 29, 29 bis, 29 ter, 29 quater, 34, 34 bis, 35, 46, 73, 80, 81, 82 et 103 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ne sont pas applicables à la société.

CHAPITRE IX. — Mesures transitoires

Art. 46. Les désignations des administrateurs visés à l'alinéa a de l'article 10 des présents statuts pour un mandat d'une durée de six ans sont faites directement par l'Exécutif, sur proposition du Ministre du Transport, aussi longtemps que les parts représentatives du capital n'auront pas été transférées par la société régionale aux communes, en vertu de l'article 19 du décret.

ÜBERSETZUNG

D. 91 — 2076

30. MAI 1991. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Genehmigung der Satzungen der Verkehrsgesellschaft von Namur-Luxemburg

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrates der Wallonischen Regionalen Verkehrsgesellschaft vom 23. Mai 1991;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die Exekutive genehmigt die Satzungen der Verkehrsgesellschaft von Namur-Luxemburg (T.E.C. Namur-Luxembourg), sowie der Verwaltungsrat der Wallonischen Regionalen Verkehrsgesellschaft sie am 23. Mai 1991 vorgeschlagen hat und deren Text dem vorliegenden Erlaß beiliegt.

Art. 2. Vorliegender Erlaß tritt am 30. Mai 1991 in Kraft.

Art. 3. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. Mai 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region

A. DALEM

Anlage

Satzungen der Verkehrsgesellschaft von Namur-Luxemburg

KAPITEL I. — Gründung, Gegenstand, Sitz, Dauer

Artikel 1. Es wird ein öffentlichrechtlicher Verband gegründet, der den Namen « Société de Transport en Commun de Namur-Luxembourg (T.E.C. Namur-Luxembourg) » (Verkehrsgesellschaft von Namur-Luxembourg) trägt.

Ihre Handlungen und Verpflichtungen sind als Handelsgeschäfte anzusehen.

Ihre Arbeitsweise wird durch das Dekret vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region und durch vorliegende Satzungen geregelt.

Man versteht unter :

1° « das Dekret » : das Dekret vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region;

2° « die Gesellschaft » : die Verkehrsgesellschaft;

3° « die regionale Gesellschaft » : die Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft.

Art. 2. Die Gesellschaft hat als Aufgabe, die öffentliche Personenbeförderung im geographischen Gebiet durchzuführen, das von der Exekutive abgegrenzt worden ist. Der Beschluß, den letztere bei ihrer Sitzung vom 1. Februar 1990 gefaßt hat, liegt den vorliegenden Satzungen bei.

Die Gesellschaft kann sowohl in Belgien als auch im Ausland sämtliche Geschäfte erledigen, die direkt oder mittelbar, ganz oder teilweise mit ihrer Aufgabe zusammenhängen, und alle Geschäfte, die deren Verwirklichung fördern oder erleichtern können.

Art. 3. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in 5000 Namur, avenue de Stassart 12.

Er kann durch einfachen Beschluß des Verwaltungsrates an einen anderen Ort des Gebietes verlegt werden.

Art. 4. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet. Ihre Auflösung darf nur durch die Exekutive ausgesprochen werden, nachdem die regionale Gesellschaft sie vorgeschlagen hat. Die Exekutive regelt den Modus und die Bedingungen ihrer Abwicklung.

KAPITEL II. — Kapital, Aktien, Anleihen

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf 1 250.000 Franken; es besteht aus 1 250 Gesellschaftsanteilen von jeweils 1 000 Franken.

Art. 6. Alle Aktien sind auf den Namen ausgestellt.

Im Gesellschaftssitz wird ein Verzeichnis der Namensaktien geführt, das jeder Aktionär einsehen darf.

Art. 7. Einzig die Regionale Gesellschaft und die Gemeinden, die im Bezirk der Gesellschaft gelegen sind, dürfen Aktionäre der Gesellschaft sein.

Art. 8. Die Gesellschaft kann mit dem Einverständnis der Exekutive und nach Gutachten der regionalen Gesellschaft Anleihen aufnehmen bzw. auflegen.

Sie teilt der Exekutive und der regionalen Gesellschaft sämtliche diesbezügliche Auskünfte mit.

KAPITEL III. — Verwaltung, Aufsicht

Art. 9. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Die tägliche Geschäftsführung wird einem Generaldirektor anvertraut.

Der Verwaltungsrat

Art. 10. Der Verwaltungsrat setzt sich zusammen aus :

a) einem Vorsitzenden und sieben Verwaltungsratsmitgliedern, die die Gemeinden vertreten und von der Exekutive benannt werden, nachdem sie von der Generalversammlung der Gesellschafter mit Ausnahme der regionalen Gesellschaft vorgeschlagen worden sind,

b) einem stellvertretenden Vorsitzenden und neun Verwaltungsratsmitgliedern, die die regionale Gesellschaft vertreten und von der Exekutive benannt werden, nachdem sie von letzterer Gesellschaft vorgeschlagen worden sind.

Sieben Verwaltungsratsmitglieder sind wohnhaft in der Provinz Luxemburg.

Außer dem Verwaltungsrat wird jeweils ein Vertreter jeder der beiden repräsentativsten Organisationen des Personals den Sitzungen des Rates mit beratender Stimme beiwohnen.

Der Generalverwalter und der beigeordnete Generalverwalter der regionalen Gesellschaft wohnen den Sitzungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme bei.

Art. 11. Die Amtszeit des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden und der Verwaltungsratsmitglieder beträgt sechs Jahre; sie kann erneuert werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder scheidern bei der Generalversammlung, die ihrem fünfundsechzigsten Geburtstag folgt, aus dem Verwaltungsrat aus.

Art. 12. Verstorbene, ausscheidende oder aberufene Verwaltungsratsmitglieder oder Verwaltungsratsmitglieder, die die Altersgrenze erreicht haben, werden unter den in Artikel 10 festgelegten Bedingungen ersetzt.

Jedes neue Verwaltungsratsmitglied beendet die Amtszeit desjenigen, das es ersetzt.

Art. 13. Die Benennungen, die Rücktritte bzw. die Abberufungen von Verwaltungsratsmitgliedern werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 14. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder, wenn dieser verhindert ist, vom stellvertretenden Vorsitzenden dann einberufen, wenn das Interesse der Gesellschaft es seines Erachtens fordert oder wenn ein Drittel der Verwaltungsratsmitglieder es verlangt.

Im letzteren Fall muß der Verwaltungsrat innerhalb zehn Tagen einberufen werden.

Art. 15. Die Einberufungen erfolgen per Brief, Telegramm, Telefax oder durch ein anderes Übermittlungsmittel anhand einer schriftlichen Unterlage und enthalten die Tagesordnung. Sie werden mindestens fünf Tage vor dem Tag verschickt, auf den die Versammlung angesetzt ist.

Bei Dringlichkeit, die vom Vorsitzenden nach Anhörung des Generaldirektors zu erlassen ist, müssen die Verwaltungsratsmitglieder die Einberufung spätestens am Vortag des Tages erhalten, auf den die Sitzung angesetzt ist.

Das Verwaltungsratsmitglied, das der Versammlung beiwohnt oder dort vertreten ist, gilt auf jeden Fall als ordnungsgemäß eingeladenes Mitglied.

Art. 16. Die Versammlungen des Verwaltungsrates finden am Gesellschaftssitz statt oder an jedem anderen Ort, der in den Einberufungsschreiben angegeben ist.

Art. 17. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied per Brief, Telegramm, Telefax oder durch ein anderes Übermittlungsmittel anhand einer schriftlichen Unterlage ermächtigen, ihn auf einer bestimmten Versammlung zu vertreten und dort an seiner Statt abzustimmen, wobei zu beachten ist, daß kein Amtsträger mehr als ein Verwaltungsratsmitglied vertreten darf.

Art. 18. Den Versammlungen des Verwaltungsrates präsidiert der Vorsitzende oder, wenn dieser verhindert ist, der stellvertretende Vorsitzende oder schließlich das älteste anwesende Verwaltungsratsmitglied.

Art. 19. Der Verwaltungsrat ist nur beschlußfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend bzw. vertreten ist.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefaßt. Stimmenthaltungen werden nicht mitgezählt.

Jedes anwesende bzw. erschienene Verwaltungsratsmitglied verfügt über eine Stimme.

Auf Verlangen eines Drittels der Verwaltungsratsmitglieder kann geheim abgestimmt werden. Wenn der Verwaltungsrat über Personenfragen entscheidet, muß geheim abgestimmt werden.

Art. 20. Wenn der Verwaltungsrat bei einer Sitzung nicht das Quorum erreicht, um beschlußfähig zu sein, ist er nach einer zweiten Einberufung, die mindestens drei Werkzeuge vor dem Tag, auf den die Versammlung angesetzt ist, per Einschreiben verschickt worden ist, unabhängig von der Anzahl anwesender bzw. vertretenen Mitglieder beschlußfähig für die Punkte, die zum zweiten Mal auf die Tagesordnung gebracht worden sind.

Art. 21. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten und in einem Register zusammengelegt, das am Gesellschaftssitz aufbewahrt wird.

Die Protokolle werden vom Vorsitzenden oder vom Verwaltungsratsmitglied, das der Versammlung an seiner Statt präsierte, sowie vom Generaldirektor und von mindestens zwei Verwaltungsratsmitgliedern, die der Versammlung beigewohnt haben, unterschrieben.

Alle Kopien oder Auszüge, einschließlich derjenigen, die in den Anlagen zum *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden sollen, werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben; diese müssen der Versammlung nicht beigewohnt haben.

Art. 22. § 1. Der Verwaltungsrat hat die weitgehendsten Befugnisse bei der Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft.

Namentlich :

1° stellt er das Betriebsbudget der Gesellschaft auf und übermittelt es der regionalen Gesellschaft; wenn es keinen Geschäftsführungsvertrag gibt, legt er das Budget nach Gutachten der regionalen Gesellschaft der Exekutive zur Genehmigung vor;

2° beschließt er über den Erwerb und die Veräußerung von unbeweglichen Gütern;

3° stellt er ein Inventar und die Jahresabschlüsse gemäß dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung der Unternehmen auf, außer wenn die Exekutive eine Abweichung festlegt; er legt sie der Generalversammlung vor, die sie feststellt;

4° schließt er den Geschäftsführungsvertrag mit der regionalen Gesellschaft ab;

5° beschließt er im Einvernehmen mit der Exekutive und nach Gutachten der regionalen Gesellschaft, Anleihen aufzunehmen bzw. aufzulegen oder Kreditaufnahmeverträge zu schließen;

6° genehmigt er die zwischen der Direktion der regionalen Gesellschaft und den Vertretern des Personals ausgehandelten Kollektivabkommen;

7° ist er zuständig für die Einstellung und Entlassung, die Ernennung und Abberufung der Mitglieder des Direktionspersonals sowie für die Festlegung ihrer Befugnisse; er genehmigt die Beschlüsse, die der Generaldirektor aufgrund von Artikel 24 Nr.3 gefaßt hat;

8° mietet bzw. vermietet er jegliches bewegliche oder unbewegliche Gut;

9° erteilt er die Genehmigung zum Auftreten als Kläger oder als Beklagter bei einem Gerichtsverfahren;

10° leistet er die Bürgschaften zur Deckung der von der Gesellschaft eingegangenen Verbindlichkeiten und nimmt er die Bürgschaften zur Deckung der der Gesellschaft gegenüber eingegangenen Verbindlichkeiten an;

11° ordnet er die Aufhebung jeglicher Hypothekeneintragung, Pfändung und Sperre an;

12° bestimmt er den Plan des Netzes, die Schaffungen, Verlängerungen, Abänderungen und Abschaffungen von Strecken und beantragt die erforderlichen Genehmigungen;

13° legt er der Exekutive und der regionalen Gesellschaft die monatlichen Lageberichte und einen Jahresbericht über ihre Tätigkeiten vor;

14° beschließt er die eventuelle Verpachtung eines Linienverkehrs oder einer Sonderform des Linienverkehrs, für die die Betriebsgesellschaft eine Genehmigung oder eine Konzession besitzt;

15° entscheidet er, wie das Kapital angelegt werden soll, und verfügt über die Depositen und Kontokorrenteinlagen der Gesellschaft;

16° schlägt er der Exekutive die Person vor, die ihn im Verwaltungsrat der regionalen Gesellschaft vertreten soll.

Er entscheidet über alle Fragen, die nicht in die Zuständigkeit der anderen Verwaltungsorgane fallen.

§ 2. Der Verwaltungsrat kann dem Generaldirektor manche seiner Befugnisse und namentlich diejenigen, die in §1 aufgeführt sind, übertragen.

§ 3. Der Verwaltungsrat kann einer oder mehreren Personen seiner Wahl Sondervoimachten übertragen.

Der Generaldirektor

Art. 23. Der Generaldirektor wird von der Exekutive ernannt.

Art. 24. Der Generaldirektor ist verantwortlich für die tägliche Geschäftsführung.

Namentlich :

1° führt er die Beschlüsse der Verwaltungsorgane aus;

2° untersucht er die den Verwaltungsorganen vorzulegenden Akten,;

3° ist er zuständig für die Einstellung und Entlassung, die Ernennung und Abberufung der Mitglieder des Ausführungspersonals, wobei er die vom Verwaltungsrat festgelegten Regeln zu beachten hat;

4° nimmt er zusammen mit einem vom Verwaltungsrat bestellten Mitglied des Direktionspersonals alle der Gesellschaft geschuldeten Beträge entgegen und unterschreibt er alle Buchungsbelege;

5° erteilt er den Verwaltungs- oder Kontrollorganen der regionalen Gesellschaft und der Exekutive jegliche von ihnen angeforderte Information.

Art. 25. Der Generaldirektor erstattet dem Verwaltungsrat Bericht über die tägliche Geschäftsführung und die Ausführung der ihm anvertrauten Aufgaben.

Der Generaldirektor kann den von ihm bestimmten Mitgliedern des Direktionspersonals die Befugnisse übertragen, die seines Erachtens für den guten Gang der Gesellschaft zweckdienlich sind.

Der Generaldirektor wohnt den Sitzungen des Verwaltungsrates bei; er nimmt dessen Sekretariatsgeschäfte wahr.

Art. 26. Für alle Handlungen der Gesellschaft und bei Gerichtsverfahren sind die Verpflichtungen, die für die Gesellschaft gegenüber Dritten eingegangen werden, nur durch die gemeinsamen Unterzeichnungen des Vorsitzenden des Verwaltungsrates (oder, wenn dieser verhindert ist, des stellvertretenden Vorsitzenden) und des Generaldirektors rechtsverbindlich.

Für die in Artikel 22, § 1, Nrn. 8 und 15, erwähnten Handlungen ist die Vertretung der Gesellschaft durch den Generaldirektor rechtsverbindlich.

Im Rahmen der täglichen Geschäftsführung vertritt der Generaldirektor die Gesellschaft in allen Handlungen und bei Gerichtsverfahren.

Ferner sind die Verpflichtungen, die die Sonderbevollmächtigten im Rahmen ihres Mandats eingehen, rechtsverbindliche Verpflichtungen der Gesellschaft.

Art. 27. Der Verwaltungsrat kann durch eine Geschäftsordnung das Verfahren festlegen, nach dem er seine Zuständigkeiten unter Einhaltung vorliegender Satzungen ausübt.

Art. 28. Die Bezüge des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden, der Verwaltungsratsmitglieder und des Generaldirektors werden von der Exekutive festgelegt.

KAPITEL IV. — Die Generalversammlungen

Art. 29. Die Generalversammlung setzt sich aus den Inhabern von Gesellschaftsanteilen zusammen.

Die Inhaber von Gesellschaftsanteilen werden jeder durch einen speziell zu diesem Zweck benannten Bevollmächtigten vertreten.

Der Verwaltungsrat legt den Wortlaut der zur Wahrnehmung der Mandate erforderlichen Vollmacht fest.

Diese Bevollmächtigten sind stimmberechtigt. Sie verfügen über so viele Stimmen, wie sie Gesellschaftsanteile vertreten.

Eine Anwesenheitsliste mit Angabe der Namen der Gesellschafter, ihrer Bevollmächtigten und der Anzahl Anteile, die sie vertreten, wird von jedem Bevollmächtigten am Eingang des Versammlungsortes unterschrieben.

Art. 30. Die Einberufungen müssen die vom Verwaltungsrat festgelegte Tagesordnung angeben und werden den Gesellschaftern mindestens fünfzehn Tage vor dem Tag, auf den die Versammlung angesetzt ist, per Einschreiben durch den Vorsitzenden oder, wenn dieser verhindert ist, durch den stellvertretenden Vorsitzenden zugeschickt.

Der Aktionär, der der Versammlung beiwohnt oder dort vertreten ist, gilt auf jeden Fall als ordnungsgemäß eingeladenen Aktionär.

Die Jahresabschlüsse werden den Gesellschaftern fünfzehn Tage vor der Generalversammlung zugeschickt.

Art. 31. Die ordentlichen und außerordentlichen Generalversammlungen finden am Gesellschaftssitz statt oder an jedem anderen Ort, den der Verwaltungsrat im Einberufungsschreiben angibt.

Art. 32. Die ordentliche Generalversammlung findet im Laufe des ersten Halbjahres an dem Tag und zu der Uhrzeit statt, die der Verwaltungsrat festgelegt hat.

Die außerordentlichen Generalversammlungen werden dann einberufen, wenn der Verwaltungsrat es für nötig hält, und müssen innerhalb zwanzig Tagen nach schriftlicher Beantragung durch einen oder mehrere Aktionäre, die allein oder zusammen ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.

Art. 33. Den Generalversammlungen präsidiert der Vorsitzende des Verwaltungsrates oder, wenn dieser verhindert ist, der stellvertretende Vorsitzende oder schließlich das älteste Verwaltungsratsmitglied.

Der Generaldirektor nimmt die Sekretariatsgeschäfte wahr. Die anderen erschienenen Mitglieder des Verwaltungsrates ergänzen den Vorstand, der zwei Bevollmächtigte der Gesellschafter als Stimmzähler hinzuzieht.

Art. 34. Die Beschlussfähigkeit der Generalversammlung hängt nicht von der Zahl der auf der Versammlung vertretenen Aktien ab, und ihre Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefaßt, wobei Stimmenthaltungen nicht mitzählen. Bei Stimmgleichheit ist der Vorschlag abgelehnt.

Artikel 76 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften findet keine Anwendung auf Stimmrechte aus Aktien, die das der regionalen Gesellschaft gehörende Kapital darstellen.

Auf Verlangen eines Drittels der Gesellschafter kann geheim abgestimmt werden. Wenn es sich um Personenfragen handelt, wird von Rechts wegen geheim abgestimmt.

Art. 35. Der ordentlichen Generalversammlung wird der Bericht des Verwaltungsrates und der Bericht des Kollegiums der Kommissare vorgelegt. Sie befindet über die Schlußfolgerungen dieser Berichte und über die Jahresabschlüsse, die ihr fünfzehn Tage vor der Generalversammlung zugeschickt werden. Sie entlastet den Verwaltungsrat und die Kommissare durch eine Sonderwahl.

Art. 36. Unbeschadet der in Artikel 77 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Pflichteinstellung in die Rücklagen bestimmt die Generalversammlung über die Gewinnverwendung.

Art. 37. Die Beschlüsse der Generalversammlung werden in Protokollen festgehalten. Diese Protokolle werden in ein am Gesellschaftssitz aufbewahrtes Register eingetragen bzw. darin festgehalten.

Die Protokolle werden vom Vorsitzenden, vom Sekretär und von den Stimmzählern unterschrieben. Alle Kopien oder Auszüge, einschließlich derjenigen, die in den Anlagen zum *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden sollen, werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

KAPITEL V. — Kontroll und Aufsichtsorgane

Art. 38. Die Geschäfte der Gesellschaft werden von dem Kollegium der drei Rechnungsprüfungskommissare, die die Exekutive bei der regionalen Gesellschaft bestellt, überwacht.

Die Kommissare üben gemeinsam oder getrennt ein uneingeschränktes Aufsichts und Kontrollrecht über alle Geschäfte der Gesellschaft aus. Sie können die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und im allgemeinen alle Schriftstücke der Gesellschaft an Ort und Stelle einsehen. Jedes Halbjahr übermitteln die Verwaltungsratsmitglieder ihnen eine nach dem Bilanz und Erfolgsrechnungsschema aufgestellte Zwischenbilanz.

Ihre Berichte und Bemerkungen werden der Exekutive, den statutarischen Organen der Gesellschaft und denjenigen der regionalen Gesellschaft übermittelt.

Art. 39. Die Bezüge der Rechnungsprüfungskommissare werden von der Exekutive festgelegt.

Art. 40. Ein beauftragter Kommissar wird von der Exekutive unter den Mitgliedern des Personals der regionalen Gesellschaft ernannt.

Art. 41. Der beauftragte Kommissar ist im Namen der regionalen Gesellschaft mit der Kontrolle der Gesellschaft beauftragt. In dieser Eigenschaft nimmt er mit beratender Stimme an den Versammlungen der Verwaltungs und Kontrollorgane der Gesellschaft teil. Zur Erfüllung seines Auftrags verfügt er über die weitgehendsten Befugnisse.

Art. 42. Der beauftragte Kommissar verfügt über eine Frist von vier vollen Tagen, um bei der regionalen Gesellschaft einen mit Gründen versehenen Einspruch gegen jeglichen Beschluß zu erheben, der seines Erachtens gegen die Rechtsvorschriften, die Regelung, die Satzungen, die Geschäftsführungsverträge oder das Gemeinwohl verstößt. Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung.

Die viertägige Frist beginnt am Tag, wo der Beschluß gefaßt worden ist; sollte der betreffende Kommissar nicht ordnungsgemäß entsprechend Artikel 14 und Artikel 15 eingeladen worden sein, läuft die Frist ab dem Tag, wo der Beschluß ihm per Einschreiben zugestellt worden ist.

Der Kommissar erhebt seinen Einspruch bei der regionalen Gesellschaft unter den Bedingungen und gemäß den Modalitäten, die letztere festgelegt hat.

Wenn die regionale Gesellschaft binnen einer Frist von dreißig Kalendertagen, die ab demselben Tag wie die im ersten Paragraphen vorgesehene Frist läuft, nicht die Annullierung des Beschlusses ausgesprochen hat, wird dieser endgültig.

KAPITEL VI. — *Einsprüche*

Art. 43. § 1. Die Mehrheit der in der Provinz Luxemburg wohnhaften Verwaltungsratsmitglieder kann binnen einer Frist von vier vollen Tagen bei der regionalen Gesellschaft einen mit Gründen versehenen Einspruch gegen einen Beschluß des Verwaltungsrates der Gesellschaft erheben, der schwer gegen die Interessen der Provinz verstößt. Die Frist beginnt am Tag, wo der Beschluß gefaßt wird.

Der Beschluß der regionalen Gesellschaft muß binnen 10 Kalendertagen nach Empfang des Einspruchs gefaßt werden.

Der Annullierungsbeschluß wird mit Gründen versehen und der Gesellschaft per Einschreiben zugestellt.

§ 2. Wenn die regionale Gesellschaft binnen der in Paragraph 1 erwähnten Frist den Beschluß nicht annulliert bzw. diese Annullierung verweigert hat, können diese Verwaltungsratsmitglieder binnen einer Frist von vier vollen Tagen, die nach Ablauf der in Paragraph 1, Absatz 2, erwähnten Frist beginnt, einen Einspruch bei der Exekutive erheben.

Der Beschluß der Exekutive muß binnen 10 Kalendertagen nach Empfang des Einspruchs gefaßt werden.

Der Annullierungsbeschluß wird mit Gründen versehen und der Gesellschaft per Einschreiben zugestellt.

Wenn der Beschluß nicht binnen dieser Frist annulliert wird, wird dieser endgültig.

KAPITEL VII. — *Geschäftsjahr*

Art. 44. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember. Das erste Geschäftsjahr beginnt am 1. Juli 1991 und endet am 31. Dezember 1992.

KAPITEL VIII. — *Rechtsvorschriften*

Art. 45. Unabhängig von den Vorschriften der Gesetze über die Handelsgesellschaften, die in Widerspruch zu vorliegenden Satzungen oder zum öffentlichrechtlichen Charakter der Gesellschaft stehen, finden die Artikel 10, 29, 29 bis, 29 ter, 29 quater, 34, 34 bis, 35, 46, 73, 80, 81, 82 und 103 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften keine Anwendung auf die Gesellschaft.

KAPITEL IX. — *Übergangsbestimmungen*

Art. 46. Solange die regionale Gesellschaft den Gemeinden die Anteile, die das Kapital darstellen, nicht aufgrund von Artikel 19 des Dekrets übertragen hat, ernannt die Exekutive die in Artikel 10, Abs. a vorliegender Satzungen erwähnten Verwaltungsratsmitglieder direkt auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens. Ihre Amtszeit dauert sechs Jahre.

VERTALING

N. 91 — 2076

30 MEI 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende goedkeuring van de statuten van de « Société de Transport en Commun de Namur-Luxembourg »

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar personenvervoer in het Waalse Gewest;

Gelet op de beslissing van 23 mei 1991 van de raad van bestuur van de Waalse Regionale Vervoermaatschappij;

Op voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. De Executieve keurt de statuten van de « Société de transport en commun de Namur-Luxembourg (T.E.C. Namur-Luxembourg) goed zoals zij op 23 mei 1991 door de raad van bestuur van de Waalse Regionale Vervoermaatschappij werden voorgesteld; hun tekst is bij dit besluit gevoegd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 30 mei 1991.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid Vervoer behoort, is met de uitvoering van dit besluit belast.

Namen, 30 mei 1991.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

Bijlage

Statuten van de « Société de Transport en Commun de Namur-Luxembourg »

HOOFDSTUK I. — *Oprichting, doel, zetel, duur*

Artikel 1. Er wordt een publiekrechtelijke vereniging onder de naam « Société de transport en commun de Namur-Luxembourg » (T.E.C. Namur-Luxembourg) opgericht.

Haar handelingen worden geacht commercieel te zijn.

Haar werking wordt geregeld door het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar personenvervoer in het Waalse Gewest en door deze statuten.

Men bedoelt met :

- 1° « het decreet » : het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar personenvervoer in het Waalse Gewest;
- 2° « de maatschappij » : de maatschappij van openbaar vervoer;
- 3° « de regionale maatschappij » : de Waalse regionale vervoermaatschappij.

Art. 2. De maatschappij heeft als doel de exploitatie van het openbaar personenvervoer in een door de Executieve bepaalde geografische omtrek. De beslissing van de Executieve, genomen tijdens de vergadering van 1 februari 1990, is bij onderhavige statuten gevoegd.

De maatschappij mag, zowel in België als in het buitenland, alle in het algemeen willekeurige verrichtingen uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, betrekking hebben op haar doel alsook alle verrichtingen die zijn verwezenlijking zouden kunnen bevorderen of vergemakkelijken.

Art. 3. De maatschappelijke zetel van de maatschappij is avenue de Stassart 12, te 5000 Namen, gevestigd. Hij mag waar dan ook in de omtrek verplaatst worden bij een gewone beslissing van de raad van bestuur.

Art. 4. De maatschappij wordt voor een onbepaalde duur opgericht. Haar ontbinding kan enkel door de Executieve op voorstel van de regionale maatschappij uitgesproken worden. De Executieve bepaalt de wijze en de voorwaarden van de opheffing.

HOOFDSTUK II. — *Kapitaal, aandelen, leningen*

Art. 5. Het maatschappelijk kapitaal is vastgelegd op 1 250 000 F, vertegenwoordigd door 1 250 maatschappelijke aandelen van 1 000 F elk.

Art. 6. Alle aandelen zijn nominatief.

Er wordt op de maatschappelijke zetel een register van de nominatieve aandelen gehouden waarvan iedere aandeelhouder inzage mag nemen.

Art. 7. Alleen de regionale maatschappij en de in haar exploitatieomtrek gelegen gemeenten mogen aandeelhouders van de maatschappij zijn.

Art. 8. De maatschappij mag leningen aangaan of uitgeven mits instemming van de Executieve en na advies van de regionale maatschappij.

Zij deelt iedere inlichting betreffende die leningen mede aan de Executieve en aan de regionale maatschappij.

HOOFDSTUK III. — *Bestuur, toezicht*

Art. 9. De maatschappij wordt door een raad van bestuur bestuurd. Het dagelijks beheer wordt aan een directeur-generaal toevertrouwd.

De raad van bestuur

Art. 10. De raad van bestuur is samengesteld uit :

a) een voorzitter en zeven beheerders die de gemeenten vertewoordigen en door de Executieve zijn aangeduid op voorstel van de algemene vergadering van de aandeelhouders met uitzondering van de regionale maatschappij;

b) een ondervoorzitter en negen beheerders die de regionale maatschappij vertegenwoordigen en op haar voorstel door de Executieve aangeduid zijn.

Zeven beheerders zijn in de provincie Luxemburg gedomicilieerd.

Een afgevaardigde van ieder van de twee meest representatieve vakverenigingen van het personeel zal bovendien met raadgevende stem in de raad van bestuur zetelen.

De beheerder-generaal en de adjunct-beheerder-generaal van de Waalse regionale vervoermaatschappij wonen de raad van bestuur met raadgevende stem bij.

Art. 11. Het mandaat van voorzitter, ondervoorzitter en beheerder loopt over zes jaar; het is vernieuwbaar.

De beheerders houden op lid te zijn van de raad van bestuur op de dag van de algemene vergadering die op hun vijftenzestigste verjaardag volgt.

Art. 12. Er zal overeenkomstig de in artikel 10 bepaalde voorwaarden worden voorzien in de vervanging van overleden, aftredende en afgezette beheerders of van beheerders die de leeftijdsgrens bereikt hebben.

Iedere nieuwe beheerder beëindigt het mandaat van degene die hij vervangt.

Art. 13. De aanduidingen, ontslagen of afzettingen van beheerders worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 14. De voorzitter of, in geval van verhindering, de ondervoorzitter, roept de raad van bestuur bijeen telkens als hij oordeelt dat de maatschappij er belang bij heeft of op verzoek van één derde van de beheerders. In dit laatste geval dient de raad van bestuur binnen tien dagen te worden bijeengeroepen.

Art. 15. De bijeenroepingen worden gedaan per brief, telegram, telefax of door elk ander overbrengingsmiddel gebaseerd op een schriftelijk document en bevatten de agenda. Zij worden minstens vijf dagen voor de datum van de vergadering verstuurd.

Indien de voorzitter, na overleg met de directeur-generaal, oordeelt dat de hoogdringendheid kan ingeroepen worden, moeten de convocatiebriefjes de beheerders ten laatste op de vooravond van de dag van de zitting toekomen.

De op de vergadering aanwezige of vertegenwoordigde beheerder wordt hoe dan ook beschouwd als zijnde op regelmatige wijze opgeroepen.

Art. 16. De vergaderingen van de raad van bestuur vinden plaats op de maatschappelijke zetel of op elke andere in de convocatiebriefjes vermelde plaats.

Art. 17. Iedere beheerder mag een andere beheerder per brief, telegram, telefax of door elk ander overbrengingsmiddel gebaseerd op een schriftelijk document volmacht geven hem op een bepaalde vergadering te vertegenwoordigen en er in zijn plaats te stemmen, gesteld dat geen enkele mandataris meer dan één beheerder mag vertegenwoordigen.

Art. 18. De vergaderingen van de raad van bestuur worden voorgezeten door de voorzitter of, in geval van verhindering, door de ondervoorzitter of, tenslotte, door de oudste van de aanwezige beheerders.

Art. 19. De raad van bestuur kan slechts op een geldige wijze beraadslagen en beslissen indien minstens de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

De beslissingen worden bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. Er wordt geen rekening gehouden met de onthoudingen.

Iedere aanwezige of vertegenwoordigde beheerder beschikt over één stem.

De geheime stemming mag door één derde van de beheerders gevraagd worden. Zij is verplicht wanneer de raad van bestuur over personeenaangelegenheden beraadslaagt.

Art. 20. Indien de raad van bestuur tijdens een vergadering niet in toereikend aantal is om op geldige wijze te beraadslagen, kan hij, na minstens drie werkdagen voor de datum van de vergadering een nieuw convocatie-briefje per aangetekende brief te hebben verstuurd, en ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, op geldige wijze beraadslagen over de onderwerpen die voor de tweede keer op de agenda staan.

Art. 21. De beraadslagingen van de raad van bestuur worden opgenomen in notulen en verzameld in een register dat op de zetel van de maatschappij wordt bewaard.

De notulen worden ondertekend door de voorzitter of door de beheerder die de vergadering in zijn plaats heeft voorgezeten, door de directeur-generaal en door minstens twee beheerders die aanwezig waren.

Alle afschriften of uittreksels, met inbegrip van degenen bestemd voor bekendmaking in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* worden ondertekend door twee beheerders al dan niet op de vergadering aanwezig.

Art. 22. § 1. Om de maatschappij te besturen en te beheren, is de raad van bestuur met de ruimste bevoegdheden bekleed :

1° hij maakt het exploitatiebudget van de maatschappij op en stuurt het naar de regionale maatschappij; bij gebrek aan een beheersovereenkomst legt hij de begroting na advies van de regionale maatschappij ter goedkeuring voor aan de Executieve;

2° hij beslist over de aankopen en vervreemdingen van onroerende goederen;

3° hij maakt de inventaris en de jaarrekening op overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen (behalve afwijking bepaald door de Executieve); hij legt ze voor aan de algemene vergadering die ze goedkeurt;

4° hij sluit de beheersovereenkomst met de regionale maatschappij;

5° hij beslist, na advies van de regionale maatschappij, over de instemming van de Executieve om leningen uit te geven of aan te gaan of om overeenkomsten te sluiten met het oog op kredietopeningen;

6° hij keurt de collectieve overeenkomsten goed waarvoor door de directie van de regionale maatschappij en de vertegenwoordigers van het personeel onderhandeld werd;

7° hij werft de leden van het directiepersoneel aan, hij ontslaat, benoemt en zet ze af en bepaalt hun bevoegdheden; hij bekrachtigt de krachtens artikel 243° door de directeur-generaal genomen beslissingen;

8° hij neemt of geeft elk roerend of onroerend goed in huur;

9° hij laat elke rechtsovereenkomst toe zowel als aanvrager als als verweerder;

10° hij verstrekt de garanties als zekerstelling voor de door de maatschappij aangegane verbintenissen en aanvaardt de garanties geboden als zekerstelling voor de jegens haar aangegane verbintenissen;

11° hij verleent handlichting voor iedere hypothecaire inschrijving, voor ieder beslag en verzet;

12° hij bepaalt het plan van het net, de oprichtingen, verlengingen, wijzigingen en afschaffingen van lijnen en vraagt de nodige vergunningen;

13° hij legt maandelijks standen en een jaarverslag over zijn activiteiten voor aan de Executieve en aan de regionale maatschappij;

14° hij beslist over de eventuele uitbesteding van de exploitatie van de geregelde diensten en de gespecialiseerde geregelde diensten waarvoor de exploitatiemaatschappij houder is van een vergunning of een concessie;

15° hij beslist over de plaatsing van de beschikbare fondsen en beschikt over de fondsen die de maatschappij in deposito of in rekeningcourant heeft;

16° hij draagt zijn vertegenwoordiger bij de raad van bestuur van de regionale maatschappij aan de Executieve voor.

Hij beraadslaagt over iedere aangelegenheid die niet tot de bevoegdheid van de andere beheersorganen behoort.

§ 2. De raad van bestuur mag sommige van zijn bevoegdheden, meer bepaald degenen vermeld in § 1, aan de directeur-generaal overdragen.

§ 3. De raad van bestuur mag één of meerdere personen van zijn keuze bijzondere mandaten toevertrouwen.

De directeur-generaal

Art. 23. De directeur-generaal wordt door de Executieve benoemd.

Art. 24. De directeur-generaal is verantwoordelijk voor het dagelijks beheer, en met name voor :

1° het uitvoeren van de beslissingen van de beheersorganen;

2° het onderzoeken van de dossiers die aan de beheersorganen dienen te worden voorgelegd;

3° het aanwerven, het ontslaan, het benoemen en het afzetten van de leden van het uitvoeringspersoneel overeenkomstig de door de raad van bestuur bepaalde regels;

4° het ontvangen, samen met één van de leden van het directiepersoneel aangeduid door de raad van bestuur, van alle aan de maatschappij verschuldigde bedragen, en he ondertekenen van alle boekhoudkundige stukken;

5° het verstrekken van alle inlichtingen gevraagd door de beheers of controleorganen van de regionale maatschappij en door de Executieve;

Art. 25. De directeur-generaal brengt bij de raad van bestuur verslag uit over het dagelijks beheer en de uitvoering van de hem toevertrouwde opdrachten.

De directeur-generaal mag aan de door hem aangeduide leden van het directiepersoneel de bevoegdheden overdragen die hij nuttig acht voor de goede werking van de maatschappij.

De directeur-generaal woont de raad van bestuur bij; hij neemt er het secretariaat van waar.

Art. 26. De maatschappij zal in al haar handelingen en in de rechtsovereenkomsten op een geldelijke wijze ten opzichte van derden verbonden zijn door de gezamenlijke handtekeningen van de voorzitter van de raad van bestuur (of, in geval van verhindering, door die van de ondervoorzitter) en van de directeur-generaal.

De maatschappij wordt op een geldelijke wijze door de directeur-generaal vertegenwoordigd voor de handelingen vermeld onder de punten 8 en 15 van § 1 van artikel 22.

In het kader van het dagelijks beheer wordt de maatschappij in de handelingen en de rechtsvorderingen door de directeur-generaal vertegenwoordigd.

De maatschappij is bovendien door de bijzondere mandatarissen binnen de grenzen van hun mandaat op een geldelijke wijze verbonden.

Art. 27. De raad van bestuur kan, door middel van een reglement van inwendige orde, de wijze bepalen waarop hij zijn bevoegdheden overeenkomstig onderhavige statuten uitoefent.

Art. 28. De bezoldigingen van de voorzitter, de ondervoorzitter, de beheerders, de directeur-generaal worden door de Executieve bepaald.

HOOFDSTUK IV. — *De algemene vergaderingen*

Art. 29. De algemene vergadering is samengesteld uit de eigenaars van maatschappelijke aandelen.

De eigenaars van maatschappelijke aandelen worden elk door een daartoe speciaal aangeduide mandataris vertegenwoordigd.

De raad van bestuur bepaalt de tekst van de volmacht die nodig is voor de uitoefening van de mandaten.

Alleen deze mandatarissen zijn stemgerechtigd. Hun aantal stemmen is gelijk aan het aantal maatschappelijke aandelen dat zij vertegenwoordigen.

Alvorens de vergadering begint, ondertekent iedere mandataris een presentielijst waarop de namen van de aandeelhouders en hun mandatarissen voorkomen alsook het aantal aandelen dat zij vertegenwoordigen.

Art. 30. De bijeenroepingen bevatten de door de raad van bestuur bepaalde agenda en worden minstens vijftien dagen voor de datum van de vergadering per aangetekende brief door de voorzitter of, in geval van verhindering, door de ondervoorzitter naar de aandeelhouders verstuurd.

De op de vergadering aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouder wordt hoe dan ook beschouwd als zijnde regelmatig opgeroepen.

De jaarrekeningen worden vijftien dagen voor de algemene vergadering naar de aandeelhouders verstuurd.

Art. 31. De gewone en buitengewone vergaderingen worden op de maatschappelijke zetel gehouden of op elke andere door de raad van bestuur in de bijeenroeping aangeduide plaats.

Art. 32. De gewone algemene vergadering van de aandeelhouders vindt plaats in de loop van de eerste semester op de dag en op het uur bepaald door de raad van bestuur.

De buitengewone algemene vergaderingen worden bijeengeroepen telkens als de raad van bestuur het nodig acht alsook binnen twintig dagen van een schriftelijke aanvraag gedaan door één of meerdere aandeelhouders die, zowel alleen als gezamenlijk, één vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Art. 33. De algemene vergaderingen worden voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, in geval van verhindering, door de ondervoorzitter of, tenslotte, door de oudste van de beheerders.

De directeur-generaal vervult de functies van secretaris. De overige aanwezige leden van de raad van bestuur vullen het bureau aan dat er twee mandatarissen van de aandeelhouders bij neemt in de hoedanigheid van stemopnemers.

Art. 34. De algemene vergadering mag op geldige wijze beraadslagen en beslissen, ongeacht het op de vergadering vertegenwoordigd aantal aandelen, en haar beslissingen worden bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen zonder met de onthoudingen rekening te houden. Bij staking van stemmen wordt het voorstel beschouwd als zijnde verworpen.

Artikel 76 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen is niet van toepassing op de stemrechten verbonden aan de representatieve aandelen van het kapitaal van de regionale maatschappij.

De geheime stemming mag door één derde van de aandeelhouders aangevraagd worden. Indien het om personenangelegenheden gaat, is de geheime stemming terecht.

Art. 35. De verslagen van de raad van bestuur en van het college van de accountants worden aan de gewone algemene vergadering medegedeeld. Zij beslist over de besluiten van deze verslagen en over de jaarrekeningen die haar vijftien dagen voor de algemene vergadering toegestuurd worden. Zij ontlast de raad van bestuur en de accountants door middel van een bijzondere stemming. Zij legt de jaarrekeningen ter goedkeuring aan de Executieve voor.

Art. 36. Onverminderd de verplichte dotatie aan het voorbehoud bepaald in artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen beslist de algemene vergadering over de aanwending van de winst.

Art. 37. De beraadslagingen van de algemene vergadering worden in notulen opgenomen. Deze notulen worden op hun beurt opgenomen in een register dat op de maatschappelijke zetel bewaard wordt.

De notulen worden door de voorzitter, de secretaris en de stemopnemers ondertekend. Alle afschriften of uittreksels, met inbegrip van degenen bestemd voor bekendmaking in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*, worden door twee beheerders ondertekend.

HOOFDSTUK V. — *Controle en toezichtsorgane*

Art. 38. Een college van drie accountants die de Executieve bij de regionale maatschappij aanduidt, houdt toezicht op de verrichtingen van de maatschappij.

De accountants hebben gezamenlijk of afzonderlijk een onbeperkt toezichts en controlerecht op alle verrichtingen van de maatschappij. Zij kunnen, zonder zich te verplaatsen, inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en, in het algemeen, van alle bescheiden van de maatschappij. De beheerders zullen hun ieder semester een staat van de rekeningen overhandigen, opgesteld overeenkomstig het schema van de balans en de resultatenrekening.

Hun verslagen en opmerkingen worden verstuurd naar de Executieve, naar de statutaire organen van de exploitatiemaatschappij en die van de regionale maatschappij.

Art. 39. De bezoldigingen van de accountants worden door de Executieve bepaald.

Art. 40. Een accountantafgevaardigde wordt onder de personeelsleden van de regionale maatschappij door de Executieve aangeduid.

Art. 41. De accountantafgevaardigde is namens de regionale maatschappij met de controle van de maatschappij belast. In die hoedanigheid woont hij de vergaderingen van de bestuurs en controleorganen van de maatschappij met raadgevende stem bij. Hij beschikt over de ruimste bevoegdheden om zijn opdracht te vervullen.

Art. 42. De accountantafgevaardigde beschikt over een termijn van vier volle dagen om bij de regionale maatschappij een gemotiveerd verhaal te nemen tegen elke beslissing die hij in tegenstrijd acht te zijn met de wetgeving, de reglementering, de statuten, de beheersovereenkomsten of het algemeen belang. Het verhaal is opschortend.

De termijn van vier dagen loopt vanaf de dag waarop de beslissing genomen werd behalve indien de betrokken accountant niet regelmatig overeenkomstig de artikelen 14 en 15 opgeroepen werd; in dit laatste geval loopt de termijn vanaf de dag waarop de beslissing hem per aangetekende brief betekend werd.

De accountant dient zijn verhaal in bij de regionale maatschappij overeenkomstig de door deze laatste bepaalde voorwaarden en modaliteiten.

Indien de regionale maatschappij de vernietiging van de beslissing niet heeft uitgesproken binnen een termijn van dertig kalenderdagen die op dezelfde dag begint als de in § 1 bedoelde termijn, wordt de beslissing definitief.

HOOFDSTUK VI. — *Verhaal*

Art. 43. § 1. Een in de provincie Luxemburg gedomicilieerde meerderheid beheerders zal, binnen een termijn van vier volle dagen, een gemotiveerd verhaal bij de regionale maatschappij kunnen indienen tegen een beslissing van de raad van bestuur van de maatschappij die de belangen van de provincie ernstig benadeelt.

Het besluit van de regionale maatschappij dient te worden genomen binnen tien kalenderdagen na ontvangst van het verhaal.

Het besluit tot vernietiging is gemotiveerd en wordt per aangetekende brief aan de maatschappij betekend.

§ 2. Bij afwezigheid of indien de regionale maatschappij binnen de in § 1 bedoelde termijn tot de vernietiging weigert over te gaan, kunnen die beheerders, binnen een termijn van vier volle dagen vanaf het verstrijken van de in alinea 2 van § 1 bedoelde termijn, een verhaal bij de Executieve indienen.

Het besluit van de Executieve dient te worden genomen binnen tien kalenderdagen na ontvangst van het verhaal.

Het besluit tot vernietiging is gemotiveerd en wordt per aangetekende brief aan de maatschappij betekend.

Indien de vernietiging binnen die termijn niet heeft plaatsgevonden, wordt de beslissing definitief.

HOOFDSTUK VII. — *Boekjaar*

Art. 44. Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december. Het eerste boekjaar begint op 1 juli 1991 en eindigt op 31 december 1992.

HOOFDSTUK VIII. — *Wetgeving*

Art. 45. Behalve de bepalingen van de wetten houdende regeling van de handelsvennootschappen, die tegenstrijdig zijn met onderhavige statuten of met de publiekrechtelijke eigenschap van de maatschappij, zijn de artikelen 10, 29, 29bis, 29ter, 29quater, 34, 34bis, 35, 46, 73, 80, 81, 82 en 103 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen niet van toepassing op de regionale maatschappij.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangsmatregelen*

Art. 46. De in alinea a van artikel 10 van onderhavige statuten bedoelde beheerders worden, op voorstel van de Minister van Vervoer, voor een mandaat van zes jaar rechtstreeks door de Executieve aangeduid, zolang de regionale maatschappij de representatieve aandelen van het kapitaal, overeenkomstig artikel 19 van het decreet, niet naar de gemeenten heeft overdragen.

F. 91 — 2077

[C — 27334]

**30 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
portant approbation des modifications statutaires de la Société d'exploitation Liège-Verviers**

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif aux Services de transport public de personnes en Région wallonne;
Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 décembre 1990 portant approbation des statuts de la Société d'exploitation Liège-Verviers;

Vu la décision du conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Transport du 23 mai 1991;
Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Les modifications aux statuts de la Société d'exploitation Liège-Verviers telles qu'elles sont fixées dans la décision du conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Transport du 23 mai 1991 et reproduites en annexe, sont approuvées.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 21 juin 1991.

Art. 3. Le Ministre ayant le Transport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 30 mai 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM